

Déclaration de M. François Hollande, Président de la république, sur les relations franco-africaines dans les domaines militaires, économiques et environnementaux, à Paris le 6 décembre 2013.

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,
Monsieur le Président du Conseil européen,
Monsieur le Président de l'Union africaine,
Monsieur le Président de la Commission européenne,
Madame la Présidente de la Commission de l'Union africaine,
Messieurs les chefs d'Etat, chefs de Gouvernement
Mesdames, Messieurs les ministres

Chers amis,

53 pays africains sont représentés aujourd'hui pour cette rencontre. Votre présence confirme l'importance que vous accordez aux enjeux de ce Sommet : la sécurité, le développement, la préservation de la planète.

La France s'honore de vous accueillir et je vous exprime ma gratitude pour ce rassemblement. L'Afrique, pour la France, est un continent d'avenir. L'Afrique est aujourd'hui, avec l'Asie, le principal moteur de la croissance mondiale. L'Afrique vit une transformation rapide de ses structures économiques et sociales. L'Afrique est pleinement engagée dans son développement. La France a une relation particulière avec l'Afrique. Elle tient à l'Histoire, une histoire parfois tragique. Elle tient surtout aux liens humains qui se sont tissés de génération en génération et de Français qui vivent sur votre sol, en Afrique, mais aussi des Africains qui sont venus vivre en France. Je considère que ces présences représentent des atouts pour nos échanges, une chance pour nos économies, une opportunité pour les relations que la France doit nouer avec toute l'Afrique, avec l'Afrique francophone sûrement, avec l'Afrique anglophone, lusophone, arabophone, hispanophone, avec toute l'Afrique.

La France est consciente de ce qui est attendu d'elle. Elle déduit de cette proximité à la fois géographique, sentimentale, culturelle, linguistique, économique, elle déduit de cette proximité une responsabilité particulière.

Mais les temps ont changé. Les rapports ne peuvent plus être ce qu'ils avaient pu être dans le passé. J'ai plusieurs fois exprimé, partout où je suis allé en Afrique, qu'une période nouvelle s'ouvrait, que l'Afrique devait maîtriser pleinement son destin et, pour y parvenir, assurer par elle-même sa sécurité je dis bien « par elle-même » sa sécurité. Cette phrase pourra surprendre à un moment où la France est appelée à intervenir dans un pays, la Centrafrique, à la suite d'une résolution du Conseil de sécurité, à la demande de l'Union africaine.

Oui, la phrase pourra surprendre. Elle est en fait révélatrice d'une situation. L'Afrique a été capable de se doter de capacités d'action. Elle l'a montré dans le passé, il y a quelques années, au Burundi, aux Comores, encore aujourd'hui en Somalie pour lutter contre les Shebabs avec une force qui compte plus de 20 000 militaires. L'Afrique a été capable de démontrer aussi qu'elle pouvait maintenir la paix en République démocratique du Congo, comme au Mali et, encore

aujourd'hui, en Centrafrique, où une force africaine a reçu mandat des Nations Unies. En même temps, chacun sait qu'il y a des insuffisances, des manquements, des fragilités et qu'il y a une nécessité et c'est celle-là que nous devons regarder en face de préparer les forces africaines à répondre à toutes les menaces et à pouvoir se doter, dans leurs organisations régionales ou au niveau de l'Union africaine, des moyens indispensables pour assurer la sécurité des Africains.

Cette situation concerne d'abord votre continent, l'Afrique, mais également le nôtre l'Europe. Parce que nos deux continents forment un ensemble commun soumis aux mêmes menaces, confronté aux mêmes dangers. Nos deux continents, qui veulent encore se rapprocher, doivent donc être ensemble pour conjurer ces risques et dominer ces menaces.

Quelles sont-elles ces menaces ? Le terrorisme d'abord. Nous l'affrontons au Sahel et encore récemment au Mali. Mais nous l'affrontons et le combattons aussi en Somalie, au Kenya, en Libye. Ce ne sont pas toujours les mêmes groupes. Mais ils ont le même visage celui de l'extrémisme et les mêmes intentions : déstabiliser les Etats, effrayer les populations et même conquérir des territoires. Ces groupes disposent désormais de moyens considérables, venus de tous les trafics, ont accès à des armes de grande sophistication, que même des Etats souverains ne parviennent pas à acquérir

Voilà pourquoi la France propose un nouveau partenariat sur le plan de la coopération militaire, avec des priorités le conseil, la formation, l'équipement, le renseignement pour que les armées africaines puissent être dotées de tous les moyens leur permettant de faire face.

L'Europe, je le sais, sera au rendez-vous pour montrer, non seulement sa solidarité à l'égard du continent ami, mais également une responsabilité dans la mise en commun de moyens et de forces.

Il n'y a pas que le terrorisme. J'évoquais des trafics, des trafics de toutes sortes : trafics de drogue, trafics d'armes, trafics d'êtres humains, trafics également des espèces protégées, de l'ivoire que l'on prend sur les éléphants au risque de mettre en cause la biodiversité Cette lutte contre tous ces trafiquants doit être implacable, parce qu'il y a un lien entre ces trafics et le terrorisme et avec des groupes rebelles qui déstabilisent des Etats. C'est pourquoi je plaiderai au nom de la France, au G8, pour qu'une réunion des chefs d'Etats, soit consacrée spécifiquement à la lutte contre le trafic de drogue.

Enfin, il y a un autre danger. On le voit monter ces dernières années, c'est la piraterie. Elle est présente à l'Ouest comme à l'Est de l'Afrique. L'Union africaine, je le sais, a décidé de définir une stratégie maritime intégrée. C'est une bonne approche et elle complète les plans d'actions qui ont été élaborés par des organisations régionales, comme la CEDEAO et le CEEAC. C'était en juin dernier. Là aussi, je vous l'annonce, la France soutiendra tous vos efforts et elle est prête à constituer une structure commune pour coordonner vos actions en mer.

Mais au-delà de ces réponses, aussi nécessaires soient-elles, nous sommes conscients qu'elles ne pourront pas suffire. Quel est l'objectif que nous devons porter, porter ensemble ? C'est la constitution d'une force de réaction rapide, sous l'égide de l'Union africaine. Ce projet, exige des moyens de commandement et de renseignement, il suppose que les unités de diverses nationalités qui composeront cette force, puissent intervenir ensemble.

C'est la responsabilité des Africains. Mais j'annonce là-encore que la France est disposée à apporter tout son concours à cette force par la mise à disposition de cadres militaires, auprès de ses Etats-majors, et par les actions de formation. La France peut entraîner chaque année, si vous en décidez, 20 000 soldats africains.

La sécurité, c'est donc une organisation, c'est une force. Mais notre Sommet ne peut pas se limiter à cette conception-là de la sécurité, car nous le savons, la sécurité, c'est aussi le développement ou plutôt, le développement, c'est la sécurité. Les deux ambitions et exigences se rejoignent.

La France veut être, sur cette question du développement, partenaire de l'Afrique. Je rappelle que la France est le pays qui investit le plus, par ses entreprises, en Afrique et que la France est l'un des principaux pourvoyeurs d'aide publique au développement en Afrique et que la France

est la première terre d'accueil des étudiants africains.

Mais la France, avec l'Europe, souhaite être davantage encore associée au destin de votre continent. C'est pourquoi, j'ai facilité la mobilité des talents et des entrepreneurs africains pour qu'ils puissent venir en France et que les visas ne soient pas qu'une contrainte mais, au contraire, regardés comme une chance supplémentaire de pouvoir échanger et créer. Avant-hier, dans un colloque qui se tenait en parallèle à l'évènement d'aujourd'hui qui portait sur l'économie, avec cette pleine conscience qu'avaient tous les participants que l'économie de demain allait beaucoup dépendre de la vigueur, du dynamisme des entreprises africaines, j'ai dit que la France pouvait participer à une fondation franco-africaine pour la croissance. Celle-ci pourrait mobiliser des intérêts privés et des intérêts publics, des capitaux français, africains et européens pour nous tourner, ensemble, à travers cette fondation, vers l'innovation et les nouvelles technologies. L'objectif que j'ai fixé, c'est de doubler en cinq ans le niveau des échanges commerciaux entre la France et le continent africain.

Mais j'ai aussi mesuré qu'il y avait encore une attente à l'égard de la France, à l'égard de l'Europe, pour ce que nous pouvons faire davantage encore pour le développement. Aussi, ai-je décidé de consacrer 20 milliards d'euros, au cours des cinq prochaines années, en dons et en prêts, au développement de l'Afrique. Parce que je considère que l'Afrique est la nouvelle frontière du monde. Celle qui permettra d'élargir encore le champ de la connaissance, du savoir, de l'émancipation et aussi d'une prospérité qui attend, depuis trop longtemps, de faire valoir ses droits en Afrique.

Mais l'engagement qui est le mien, l'engagement de la France, appelle aussi d'autres engagements venant de l'Afrique, et notamment des exigences de transparence et de bonne gouvernance. Chacun le sait ici. Ce sont les Etats qui garantissent le mieux les libertés publiques comme les libertés économiques qui attirent le plus l'investissement. C'est la démocratie, ce sont les droits de l'Homme qui constituent les meilleures armes pour la stabilité et la sécurité. Ils ne suffisent pas, mais ils sont aussi un moyen de répondre au désordre et également à l'inspiration des peuples.

Depuis plusieurs années, le processus d'élections pluralistes en Afrique est devenu celui qui s'impose. Je le dis ici avec sincérité et franchise. C'est le seul possible. Il est irréversible et la France ne pourra pas admettre des régressions ou des manquements.

De la même manière, les crimes les plus graves qui sont commis en Afrique, et il y en a. Je pense aux violences faites aux femmes, au crime organisé, à l'écrasement d'un certain nombre de peuples. Oui, il est légitime que les coupables puissent être jugés. Il y a une Cour pénale internationale, c'est son rôle, pour se prononcer sur de tels actes lorsque les justices nationales n'ont pas la capacité de le faire. Il faut faire confiance à la justice internationale.

La paix, le développement c'est aussi la préservation de la planète. La responsabilité est d'abord celle des pays développés. Ce sont eux qui ont absorbé et capté les ressources des pays africains pendant des années. Mais aujourd'hui cette responsabilité nous est commune, car nous voyons, vous voyez, les risques du changement climatique : la désertification qui progresse, la déforestation, le manque d'eau, les risques pour la biodiversité. J'évoquerai aussi la disparition des espèces protégées.

Il y a urgence, urgence pour l'environnement et aussi pour la sécurité, car quand il y a des désordres climatiques, c'est aussi un facteur qui permet à des groupes d'utiliser la pauvreté, la misère, le désarroi, pour essayer de faire prévaloir leurs intérêts. La France, là encore, a considéré qu'une partie de son aide devait être affectée aux objectifs de développement durable. 1 milliard d'euros par an seront dédiés, par l'Agence française du développement, à ces projets. De la même façon, en Europe, plusieurs pays, au moins treize, ont créé une taxe sur les transactions financières. Elle va être mise en œuvre dans les prochains mois. Une partie de cette taxe pourrait être affectée au Fonds vert pour le climat et être, ainsi, un exemple pour d'autres pays, pour que nous puissions participer, tous, aux efforts indispensables pour préserver notre planète.

Voilà, mes chers amis, ce que j'étais venu, ici, dire en introduction de notre Sommet. Traiter toutes les conditions de la paix, pas simplement la sécurité, mais aussi le développement

toutes les conditions de la paix, pas simplement la sécurité, mais aussi le développement, l'environnement, la préservation de la planète.

Mais j'aurais voulu ne parler que de paix, quand les événements, là aussi, s'accélèrent à la veille-même de ce Sommet. Aujourd'hui, au cur de l'Afrique, un peuple est en souffrance. Il nous appelle. C'est la Centrafrique. Nous ne pouvons plus laisser les massacres se perpétrer, des femmes et des enfants être violentés, des exactions être commises, y compris dans des hôpitaux. Des conflits inter-religieux peuvent dégénérer et installer, dans cette Afrique centrale, des comportements et des phénomènes qui, pour l'instant, n'avaient pas leur place.

Le Conseil de sécurité, et je salue ici le Secrétaire général des Nations Unies, BAN Ki-moon, vient de donner mandat à une force africaine pour rétablir l'ordre, protéger la population et assurer la stabilité pouvant conduire, ensuite, à des élections. Je dis bien à des élections, car tout processus doit conduire à des élections. Il n'y a pas de pays qui ne pourrait pas avoir lui aussi droit à pouvoir choisir ses dirigeants.

La France a décidé d'appuyer cette force africaine. Elle est intervenue, dès hier soir, parce que j'ai voulu, avant même notre Sommet et alors même qu'il y avait péril, qu'il n'y ait pas de doute sur les intentions de la France, aux côtés des Africains, soutenus par les Européens, dans le cadre d'un mandat du Conseil de sécurité. Cet engagement n'est pas simplement sécuritaire. Il doit être humanitaire parce que c'est aussi notre devoir.

Chers amis,

Le Sommet d'aujourd'hui, à tous égards, est exceptionnel. Il est exceptionnel parce que nous nous réunissons au lendemain de la mort de Nelson MANDELA, cette figure qui nous rappelle à la fois l'émotion qui a été la nôtre lorsqu'il est sorti de prison et qu'il a accédé au pouvoir et aussi l'obligation qui doit être la nôtre de poursuivre le message de paix qu'il nous a délivré et de ne laisser aucun peuple dans la soumission, l'oppression, la domination.

Notre Sommet est exceptionnel, par les sujets qui sont abordés la paix notamment et exceptionnel par votre participation. Toute l'Afrique est présente aujourd'hui, toute l'Afrique ! Avec sa diversité, avec ses multiples langues, avec ses développements parfois différents mais avec cette même ambition, d'être un continent uni, un continent fier, un continent solidaire. Alors, puisque notre Sommet est exceptionnel par ce contexte, par ces sujets, par l'ampleur du rassemblement avec la présence de l'Union africaine et de l'Union européenne, il faut que notre décision soit également exceptionnelle. C'est la raison pour laquelle j'appelle à une alliance exceptionnelle entre l'Afrique et l'Europe au service de la paix, du développement, et de l'avenir de la planète.

Merci !